



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Octobre 2024

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
L'Europe centrale connaît de fortes inondations suite à la tempête Boris mi-septembre..	3
Diversification gazière en Hongrie et Slovaquie	3
Autres faits saillants	4
POLOGNE	4
HONGRIE.....	7
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	9
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	16
LETTONIE	17
ESTONIE	18
Agenda	20

10 Mds €

C'est le montant annoncé par la
présidente de la Commission
Européenne pour les pays touchés
par la vague d'inondation de
septembre

La moitié de cette enveloppe
bénéficiera à la Pologne

Focus – situation géopolitique

L'Europe centrale connaît de fortes inondations suite à la tempête Boris mi-septembre

En Pologne, la façade sud-ouest du pays a été inondée. Sept décès sont à déplorer, et certaines communes ont été très affectées, nécessitant plus de 3 000 évacuations. La situation est néanmoins bien moins dramatique que lors de la crue de 1997, où la ville de Wroclaw avait été touchée. Un délégué à la reconstruction a été nommé par le Premier ministre ; il s'agit de Marcin Kierwiński, eurodéputé jusque-là. Des économistes évaluent l'impact de la crue 2024 à 0,1-0,2% du PIB, contre 2,6% pour la crue 1997. **La présidente de la CE a annoncé la mobilisation immédiate de 10 Mds€ de fonds de cohésion pour les pays touchés, dont 5Mds seraient pour la seule Pologne.** Le gouvernement a en outre révisé le budget 2025 pour y inclure les enjeux de reconstruction post-inondation (+750M€), surtout en réaffectant des réserves, sans que cela modifie les grands équilibres budgétaires. Le Ministère des infrastructures estime le coût des dommages causés par les inondations à 3,5 Mds PLN (800 M€) pour les infrastructures hydriques. Le coût de réparation des dégâts causés par les inondations sur les routes et ponts gérés par les Chemins de fer polonais (PKP) et la Direction générale des routes nationales et des autoroutes (GDDKiA) est estimé à 1,5 Md PLN (340 M€). En outre, le Fonds National de Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau NFOSiGW a déjà lancé ses premiers appels à proposition pour les projets de protection contre les inondations, dont le principal bénéficiaire sera *Wody Polskie*, Agence de l'eau polonaise.

En République tchèque, les inondations ont principalement impacté la Moravie et certaines parties de la Bohême, avec cinq décès recensés en Tchéquie, environ **10 000 personnes évacuées et 17 000 autres gravement affectées.** Le coût total des dégâts est estimé à ce stade à environ 100 Md CZK (~4 Md€), avec des ponts effondrés, des coupures d'électricité ayant touché **250k foyers** et la suspension des liaisons ferroviaires entre l'Autriche, la Slovaquie et la Tchéquie. Malgré le recul des eaux, les pénuries de denrées alimentaires, d'électricité et d'eau potable ont duré. La Tchéquie a activé le **Mécanisme de protection civile de l'UE (MEPC)** pour obtenir des déshumidificateurs et soutenir les efforts de rétablissement. Enfin, le principal opérateur de distribution de gaz tchèque, GasNet, s'efforce de rétablir le réseau de distribution de gaz dans la région de Jeseník, gravement touchée par les inondations. L'opérateur prévoit de reconnecter la plupart des foyers d'ici fin octobre alors que près de 1 800 points de distribution ont déjà été rétablis. Dans le même temps, GasNet explore des solutions temporaires comme le gaz comprimé ou liquéfié. Dans les zones critiques, les travaux de réparation pourraient se poursuivre jusqu'en novembre.

Diversification gazière en Hongrie et Slovaquie

La Hongrie poursuit les coopérations avec la Serbie et l'Azerbaïdjan pour assurer son approvisionnement gazier. Péter Szijjarto, ministre hongrois des Affaires étrangères, s'est réjoui de la qualité des relations entre la Serbie et la Hongrie, notamment sur le plan énergétique, à la suite d'une visite de la ministre serbe des Affaires étrangères, Adrijana Mesarovic en Hongrie le 19 septembre. Il a ainsi annoncé que la Hongrie avait reçu 5,3 Mds m³ de gaz via la Serbie, entre le début de l'année et la mi-septembre 2024, soit presque le volume importé depuis la Serbie sur la totalité de l'année 2023 (5,6 Mds m³). Le Turkish Stream est donc voué à jouer un rôle croissant pour l'acheminement du gaz dans la région selon le ministre hongrois. Par ailleurs, l'entreprise pétrolière et gazière hongroise **MOL a conclu un accord avec BP et Socar** pour l'exploitation du champ gazier ACG, en Azerbaïdjan. Ce nouvel accord détaille les modalités de partage de la production. Il est prévu que l'extraction débute l'an prochain, sur le site de West Chirag.

La Slovaquie examine les possibilités d'importer du gaz depuis l'Azerbaïdjan et de développer la coopération économique avec ce pays. Ce fut l'objet de la visite du 24 septembre de la vice-première ministre et ministre de l'Économie slovaque, Mme Denisa Sakova. Avec son homologue azerbaïdjanais, elle a notamment négocié les possibilités d'augmentation de l'exploitation du gaz et de ses exportations vers l'Europe.

Autres faits saillants

POLOGNE

Nominations

Wojciech Tabiś a été nommé directeur de l'Agence du Marché de l'Énergie ARE.

Le 2 septembre, **Piotr Kalisz** a été nommé **plénipotentiaire pour le développement de la politique vélo** auprès du ministre de l'infrastructure.

Le 2 septembre, **Jacek Podgórski** a été nommé président de Polska Spółka Gazowa (PSG) gestionnaire du réseau gazier polonais. PSG est une filiale du groupe Orlen.

Énergie

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a rendu public les grandes lignes de son actualisation de Plan National Énergie Climat le 6 septembre. **Les projections présentent un rehaussement clair de l'ambition de réduction des émissions de GES** (-50,4% en 2030 par rapport à 1990) proche du niveau d'ambition UE (-55%) **mais aussi un effort important et au-delà de l'ambition fixée par l'UE pour certaines cibles**: réduction des émissions dans les secteurs non-ETS (-18,2% contre -17,7%) et sur la part des énergies renouvelables dans le mix électrique (56,1% visé contre 42,5%). **En revanche, la Pologne ne prévoit pas d'accélérer la décarbonation du secteur des transports** (scénarios de base, WEM, et ambitieux, WAM, identiques, près de 2 fois moins ambition que la cible fixée par l'UE). Ces nouvelles projections ne sont pas réellement impactantes sur la puissance électrique installée (+3GW entre WEM et WAM) mais témoignent d'une trajectoire ajustée, prévoyant la **sortie plus rapide du charbon**. L'actualisation de la politique énergétique polonaise, obsolète dès sa publication en 2021, ainsi que l'actualisation du programme nucléaire polonais, devraient suivre rapidement après la finalisation des travaux sur le PNEC.

Afin d'atteindre l'ambition fixée par le projet de PNEC, les investissements nécessaires sont estimés à 659 Mds PLN (150 Mds€) sur la période 2021-2025, 792 Mds PLN (180 Mds€) sur la période 2026-2030, puis 687 Mds PLN (160 Mds€) sur 2031-2035 et 721 Mds PLN (170 Mds€) sur 2036-2040. Le Ministère polonais estime disposer à ce jour de 539 Mds PLN (125 Mds€) de fonds européens dont ceux du CEF (32 Mds€), du plan de relance polonais (46,6% de son enveloppe à la transition verte soit 26 Mds€), de FenIKS (fonds européen infrastructure climat environnement (24 Mds€ dont 8,5 dédiés à la décarbonation et à l'efficacité énergétique), du Fonds de modernisation (14 Mds€ espérés) et du Fonds social pour le climat (Pologne premier bénéficiaire, soit 17,6% - 11,4 Mds€).

La ministre du Climat et de l'Environnement et le directeur de la banque publique BGK ont annoncé le 9 septembre la mise en place d'un **nouveau Fonds de soutien à l'énergie (FWE) doté de 16,3 Mds€ issus du plan de relance polonais**. Ce fonds soutiendra par des **prêts concessionnels** les investissements stratégiques hors fossiles - laissant toutefois la porte ouverte aux investissements dans la cogénération gaz et les infrastructures gazières correspondantes. Le fonds vise les projets (i) de construction et modernisation de réseaux énergétiques (gaz-chaleur-électrique), (ii) d'énergies renouvelables, électrolyseurs et stockage d'énergie, (iii) d'amélioration de l'efficacité énergétique pour les entreprises et bâtiments, (iv) d'installations permettant de réduire les émissions et l'énergie-intensité des entreprises, (v) de production de bio-carburants pour le transport, et (vi) de développement de compétences pour accompagner la transition énergétique. **Les investissements dans les réseaux disposeront des meilleures conditions financières** (crédit pouvant couvrir jusqu'à 95% du coût, taux de 0,5%, contre 90% du coût et un taux proche des conditions de marché pour les autres

investissements), et les contrats de prêts devront être établis d'ici à août 2026, conformément au calendrier du PNRR.

- électricité

Dans le cadre de la sixième édition du programme [« Mon électricité »](#), les consommateurs pourront obtenir jusqu'à 28 000 PLN (6 510 €) de financement de la part du Fonds National de la Protection de l'Environnement et la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) pour une micro-installation photovoltaïque, le stockage de l'électricité et le stockage de la chaleur. Dans la nouvelle édition du programme **un accent particulier est mis sur les installations de stockage d'énergie**, qui permettent d'augmenter l'utilisation de l'énergie sur le lieu de production et contribuent ainsi à soulager le réseau électrique. L'objectif du programme est d'augmenter la production d'électricité à partir de micro-installations photovoltaïques, d'accroître l'autoconsommation de l'électricité produite grâce au stockage et d'augmenter l'efficacité de la gestion de l'électricité. L'appel est ouvert du 2 septembre au 20 décembre 2024, ou jusqu'à épuisement des ressources. Le budget du programme s'élève à 400 M PLN (93 M€) et est financé par le programme des Fonds européens pour les infrastructures, le climat et l'environnement (FEnIKS).

Les particuliers avaient du 1^{er} août au 30 septembre pour faire leur demande de [chèque énergie](#). Le soutien visait les 3,5M ménages à plus faibles revenus, sous condition de ressources, selon la taille du ménage et prenait en compte le cas des ménages se chauffant à l'électricité. Plus de 2,2 M de demandes ont été déposées.

- gaz et pétrole

Selon l'Agence des marchés de l'énergie ARE, la consommation de carburants en Pologne a augmenté de 5% au S1 2024, pour atteindre 12,5 Mt. La consommation d'essence a augmenté davantage (+6% soit 2,77 Mt) que le diesel (+3% soit 9,73 Mt) tandis que la demande de GPL reste inchangée (1,23Mt). Cette hausse est notamment soutenue par la croissance et des prix de carburant bas. La production des raffineries polonaises a augmenté dans le même temps de 10% pour atteindre 11,2Mt; la hausse la plus importante concerne la production d'essence (+13% soit 2,47 Mt).

- nucléaire

La notification à la Commission européenne relative à l'aide publique pour la première centrale nucléaire a été signée par le plénipotentiaire aux infrastructures énergétiques stratégiques, Maciej Bando. Le mécanisme de soutien prévoit la recapitalisation de Polskie Elektrownie Jądrowe PEJ par le Trésor public polonais à hauteur de 60 Mds PLN (14 Mds€), la fourniture de garanties du Trésor couvrant 100 % du financement de la dette du projet et, pendant la phase opérationnelle, un soutien des prix sous la forme de contrat pour différence (CfD).

- chaleur

PGE Energia Ciepła dépensera environ 76 M PLN (18 M€) pour la construction d'une pompe à chaleur grande échelle (14 MWt) à Rzeszów, qui valorisera la chaleur des eaux usées traitées pour le chauffage urbain. L'investissement, qui sera réalisé dans la capitale des Basses-Carpates par PGE, devrait être prêt en 2027. C'est le premier projet de ce type en Pologne. Pour rappel, Rzeszów est l'une des cinq villes polonaises qui ont rejoint la mission des 100 villes neutres pour le climat et intelligentes d'ici à 2030 de l'UE.

Le 20 septembre, le Ministère du climat a mis en place un groupe de travail sur la transformation du secteur de la chaleur. Celui-ci sera notamment en charge de définir le modèle pour le marché de la chaleur et doit élaborer d'ici la fin d'année le projet de stratégie sectorielle nationale.

Environnement

- assainissement

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) a accordé un financement de 293,6 M PLN (68 M€) provenant des Fonds européens pour les infrastructures, le climat et l'environnement 2021-2027 (FEnIKS) pour l'extension et la modernisation du réseau d'assainissement à Varsovie. L'objectif principal du projet est de

contribuer à la réalisation des obligations de l'agglomération en matière d'assainissement, conformément à la directive 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Le coût total du projet s'élève à plus de 546 M PLN (127 M€). L'achèvement des travaux est prévu pour 2028.

- déchets

Le Ministère du Climat et de l'Environnement a accordé le statut d'opérateur officiel du système de consigne pour les bouteilles en plastiques à la société EKO-OPERATOR S.A. appartenant à Remondis (Allemagne). Ce statut a déjà été accordé à trois entreprises : Zwrotka S.A. (appartenant à BIOSYSTEM), PolKa S.A. (appartenant à la Fondation *Odzyskaj Środowisko*) et OK Operator System S.A. (dont les actionnaires sont Kaufland Polska et Lidl Polska). PolKa est la seule à disposer d'une autorisation pour tous les types d'emballages couverts par le système de consigne qui, pour rappel, devrait être mis en place en janvier 2025.

Selon [un rapport de Deloitte](#), la mise en œuvre d'un système de consigne en Pologne pourrait coûter plus de 37 Mds PLN (8 Mds€) en une décennie. Au cours de la première année de mise en œuvre du fonctionnement du système de consigne, seule la moitié des bouteilles en PET et des boîtes métalliques mises en circulation pourraient être couvertes par ce système, selon les auteurs du rapport. Le rapport indique que chaque année, plus de 10,3 Mds d'emballages jetables entrant sur le marché polonais seront soumis à une consigne, notamment des bouteilles en plastique (56 % du total) et des boîtes de conserve en métal (environ 44 %).

- eau

[L'amendement à la loi sur l'eau](#) présenté dernièrement par le Ministère des Infrastructures vise à augmenter les fonds pour la surveillance hydrogéologique. Le projet fixe, entre autres, de nouveaux plafonds de dépenses plus élevés pour les études de surveillance hydrogéologique. La modification vise à répondre aux recommandations de la Cour suprême des comptes et à la situation économique, notamment en tenant compte de l'inflation lors de l'estimation des salaires ou des services externalisés.

Wody Polskie, entité en charge de la gestion de l'eau, mène depuis mars 2023 une campagne visant à mettre fin aux déversements illégaux d'eau et d'eaux usées dans les rivières de Pologne. Il s'agit de la nouvelle étape des activités d'inspection intensive, qui se poursuivent depuis 2021, dans le but principal d'améliorer l'état de l'eau et de prévenir la pollution. À la fin du mois d'août, 1537 points de déversements illégaux avaient déjà été fermés et 512 cas avaient été signalés aux autorités chargées de l'application de la loi. Un domaine d'activité particulier pour les contrôleurs polonais de l'eau est le fleuve Oder, qui a connu une catastrophe écologique en 2022, et l'amélioration de l'état de l'eau dans son bassin versant est l'un des éléments clés de la restauration de son écosystème.

Infrastructures

Suite à la clôture du programme de vente volontaire destiné aux propriétaires de biens localisés sur le site prévisionnel du futur aéroport CPK, la société a lancé [ce même programme visant les propriétaires de biens situés sur l'emplacement de la future ligne à grande vitesse Varsovie-Lodz](#), dont la mise en service est prévue pour 2032. Selon les mêmes règles que pour le site du futur aéroport, la société CPK proposera l'achat des biens immobiliers à 140% de leur valeur, le taux de valorisation pour les terrains nus étant de 120%. Les propriétaires peuvent alternativement demander d'obtenir l'équivalent de la valeur d'un bien neuf de même taille, sans intégration du degré d'usure. Enfin les habitants peuvent demander à ce que leurs frais de déménagements et services juridiques relatifs à la transaction soient pris en charge.

Le président de PKP-PLK Piotr Wyborski a annoncé la publication d'ici la fin d'année de son plan d'investissement à horizon 3-5ans. Celui-ci prévoit un investissement entre 10 et 17Mds PLN (2,3 et 4 Mds€) annuellement d'ici 2027.

Transport

- routier

Le Ministère du Climat et de l'Environnement travaille sur le cadre d'action national en matière de carburants alternatifs dans le secteur des transports et de développement de son infrastructure appropriée, imposé par le règlement AFIR. Une annexe à cette nouvelle loi

comprendra un fichier avec les emplacements proposés pour les infrastructures de recharge et de ravitaillement en hydrogène, comme l'exige AFIR. Le gouvernement devrait adopter le projet préparé par le Ministère de l'Infrastructure et le Ministère du Climat et de l'Environnement au cours du deuxième trimestre 2025. La nécessité d'accélérer la mise en œuvre du règlement sur l'infrastructure des carburants alternatifs est soulignée, entre autres, par l'Association polonaise pour la nouvelle mobilité (PSNM). La dernière édition du compteur AFIR - un résumé cyclique de l'état de la mise en œuvre par la Pologne des exigences du règlement - montre, entre autres, que l'obligation fixée pour 2025 d'installer des zones de recharge pour les voitures électriques le long du réseau central RTE-T a jusqu'à présent été réalisée à seulement 9%.

Du 9 septembre au 4 octobre 2024, les organisateurs et opérateurs de transport public peuvent solliciter des fonds du Plan de relance national pour l'achat d'autobus régionaux zéro émission. Dans le cadre de ce troisième appel à propositions, 591 M PLN (137 M€) sont disponibles.

Le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW) continue la **recherche de fonds pour augmenter le budget du programme « Mon véhicule électrique »**. Ces dernières semaines, l'appel à candidatures pour subvention dans les contrats de leasing de véhicules à zéro émission a été interrompu. Le Fonds souhaite le rétablir dès que possible. Cela pourrait être possible en janvier 2025 selon les déclarations du Fonds. Les appels à candidatures du programme se déroulent en continu entre 2021 et 2025 ou jusqu'à épuisement des fonds alloués à chaque appel. Le budget total du programme est de 960 M PLN (223 M€), dont 660 M PLN (153 M€) sont réservés à des subventions pour le leasing de véhicules à émission zéro. Les fonds restants sont destinés à des subventions pour l'achat de véhicules par des particuliers (100 M PLN, soit 23 M€) et par des entrepreneurs et des entités autres que des particuliers (200 M PLN, soit 46 M€). Le fonds a suspendu l'appel à candidatures début septembre 2024 en raison de **l'épuisement des fonds pour les subventions de location de véhicules à zéro émission**.

Construction

Selon l'Association des producteurs de Ciments, l'importation de ciment d'Ukraine atteignait 280 000t au 1^{er} semestre 2024, soit deux fois plus qu'un an plus tôt. Cela représente 80% des importations de ciment en Pologne. Cette situation est la conséquence des coûts de production plus faibles en Ukraine, notamment en raison de l'absence de taxes sur les émissions de CO₂. En conséquence, les producteurs appellent à la mise en place d'un contrôle gouvernemental sur l'importation de ce matériau, indépendamment de l'application du mécanisme d'ajustement carbone de l'UE (CBAM).

HONGRIE

Énergie

Le ministre de l'économie nationale, Marton Nagy, a rencontré Jin Zhuanglong, ministre de l'industrie et des technologies de l'information, lors d'une visite à Pékin. Ils ont évoqué la **coopération en matière de recyclage de batteries** et ont mis en place un groupe de travail dédié. Le ministre hongrois a également rencontré des représentants d'entreprises du secteur, parmi lesquelles Gotion High Tech, CNGR Advanced Material et GEM.

Depuis le 9 septembre, MOL prend possession du pétrole russe transporté par l'oléoduc Druzhba à la frontière entre la Biélorussie et l'Ukraine. Selon la compagnie pétrolière, cette décision est compatible avec les différents régimes de sanctions européens et ukrainiens. Lukoil reprendra ses livraisons à partir d'octobre.

Le Ministère de l'énergie a décidé de lancer de nouveaux appels d'offres relatifs à la prospection et à la production de gaz et de pétrole sur le territoire national. Ces concessions concernent 8 régions et couvrent un total de 7 700 km². Les entreprises intéressées ont jusqu'à mi-janvier pour soumettre leurs demandes. Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre de la **stratégie gouvernementale qui vise à augmenter la production nationale d'hydrocarbures** pour réduire les importations.

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre des affaires étrangères et du commerce Péter Szijjarto a indiqué que la compétitivité européenne pourrait augmenter de manière significative si la coopération avec la Chine était développée. Mais la situation actuelle

s'apparente davantage à une confrontation qu'il juge néfaste. De ce fait **la Hongrie s'oppose à l'imposition de tarifs douaniers sur les véhicules électriques chinois**.

La Hongrie dispose de 6 Mds m³ gaz en réserve, selon une annonce du Ministère de l'énergie publiée le 28 septembre. L'an dernier, la consommation du pays s'est établie à 8,5 Mds m³ et il est possible que la consommation soit inférieure à 8 Mds m³ cette année.

- énergies fossiles

Les discussions se poursuivent pour ce qui concerne l'oléoduc entre la Hongrie et la Serbie. La portion hongroise du projet, longue de 190 km, doit relier la frontière serbe à la raffinerie de Százhalombatta, près de Budapest. Il est prévu que les travaux débutent l'année prochaine et s'achèvent en 2027.

- énergie nucléaire

Le ministre des affaires étrangères et du commerce Péter Szijjarto a rencontré son homologue égyptien au Caire. Ils ont signé un accord de coopération dans le domaine nucléaire. Des réacteurs de technologie russe sont actuellement en construction dans les deux pays.

- énergies renouvelables

La production industrielle d'énergie photovoltaïque a atteint un nouveau pic le 23 août, mobilisant une puissance de 3 334 MW. La capacité installée totale dépasse désormais 7 GW, soit une augmentation de plus de 1 GW depuis le début de l'année. Le gouvernement espère atteindre 12 GW en 2030.

MOL a commencé à produire de l'hydrogène vert dans sa raffinerie hongroise de Százhalombatta. Le groupe est en mesure de produire 1600 t d'hydrogène par an, grâce un électrolyseur fourni par l'entreprise américaine Plug Power. MOL a annoncé vouloir installer des équipements similaires dans ses raffineries de Bratislava et Rijeka d'ici à 2026.

Les forages menés dans les comtés de Borsod-Abaúj-Zemplén et de Heves, dans le cadre d'un projet de station de transfert d'énergie par pompage, ont pris fin en août. Les échantillons recueillis vont être analysés et viendront nourrir une étude de faisabilité qui sera présentée d'ici à la fin de l'année.

Le secrétaire d'État à la politique énergétique et climatique Attila Steiner a annoncé la cible de **doublement de la production énergétique issue de la géothermie d'ici à 2030**. Ainsi, il serait possible d'économiser 500 M m³ gaz en 2030 et jusqu'à 1,2 Md en 2035. Les principaux freins sont les rigidités administratives, contraintes financières et le faible intérêt du public pour cette technologie. Budapest souhaite promouvoir cette technologie dans la cadre la présidence hongroise du conseil de l'UE.

Environnement

Le mois d'août 2024 a été le second mois le plus chaud jamais mesuré depuis la mise en place de relevés météorologiques en 1901. Il a fait en moyenne 24,53°C, seulement 0,01°C de moins qu'en août 1992, le mois qui détient le record de température.

Un référendum local va être organisé dans la ville de Heves au sujet de la construction d'une usine par l'entreprise chinoise BYN Chemical. L'usine doit produire un solvant de type NMP, qui peut être nocif pour l'homme et l'environnement.

Les villes de Debrecen, Nyíregyháza et Paks vont recevoir un total de 5 camions de ramassage d'ordure à motorisation électrique. Il s'agit d'un projet pilote, destiné à tester les véhicules électriques qui ont vocation à remplacer les camions diesel actuellement utilisés.

Le Ministère de l'énergie a abaissé les seuils d'émission de certains polluants utilisés dans l'industrie. Ces nouvelles règles s'appliquent aux entreprises qui font de nouvelles demandes de permis environnementaux, tandis que les usines en activité ont jusqu'à janvier 2028 pour s'y conformer.

Infrastructures

Le gouvernement a déposé une demande de prêt de 400 Mds HUF (1 Md €) auprès de la banque européenne d'investissement (BEI) afin de financer la modernisation des infrastructures

ferroviaires. Un programme d'investissement de 800 Mds HUF (2 Mds€) est prévu, financé à moitié par l'État hongrois et à moitié par la BEI. Ces fonds doivent servir à rénover près de 5 000 km de chemins de fer et à la mise en place d'un système centralisé de gestion du trafic couvrant près de 500 km. Tous ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un plan décennal qui prévoit des investissements à hauteur de 1 200 Mds HUF (3 Mds €).

Transport

- aérien

La fréquentation de l'aéroport de Budapest a augmenté de 20 % en août, en g.a. Sur les 8 premiers mois de l'année, la hausse était de 18,6 %. Il est donc très probable que, sur l'ensemble de l'année, le trafic soit le plus élevé jamais enregistré. Le fret a quant à lui augmenté de 49,7 % durant les 8 premiers mois, par rapport à l'année précédente.

- ferroviaire

Le gouvernement a finalement approuvé l'achat de rames automotrices Stadler par la compagnie ferroviaire GYSEV. L'achat est financé par un prêt de la BEI, mais l'accord du gouvernement était nécessaire. Grâce à ce contrat, GYSEV disposera de 9 nouvelles locomotives de type InterCity. Quatre autres locomotives sont en option.

L'État hongrois a fait l'acquisition des 6,1 % de GYSEV détenus par la compagnie autrichienne Strabag. La part de l'État hongrois s'élève donc désormais à 71,7 %, et le solde est détenu par l'État autrichien. Selon plusieurs sources, la transaction aurait été de l'ordre de 10 M€.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

Le ministre tchèque de l'Industrie et du Commerce tchèque, M. Jozef Síkela, a alerté la commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson, sur la perspective de cessation du transit de 40 à 42 M m³/jour de gaz russe via l'Ukraine, dont le contrat expire à la fin de l'année sans garantie de renouvellement. J. Síkela préconise d'exploiter pleinement les capacités du réseau tchèque pour acheminer du gaz provenant des terminaux GNL d'Europe occidentale, une reconfiguration simplifiée par la suppression de la redevance de stockage en Allemagne.

- nucléaire

Le gouvernement tchèque a sélectionné la société britannique Rolls-Royce SMR comme soumissionnaire pour la construction de petits réacteurs modulaires (SMR) en collaboration avec ČEZ. Rolls-Royce SMR a été retenu pour sa technologie avancée et sa capacité à fournir des réacteurs modulaires de 470 MWe, plus puissants que la plupart des SMR concurrents limités à 300 MWe. L'objectif fixé est de disposer d'un SMR opérationnel à Temelín d'ici le début des années 2030. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#), communiqué de [Rolls-Royce SMR](#), article [World Nuclear News](#).*

La commission économique de la Chambre des députés a approuvé un amendement à la loi sur l'énergie nucléaire fixant un plafond à la redevance des exploitants de centrale nucléaire, dont les SMR, à 163 CZK/MWh (~ 6,44€/MWh). Le montant de la redevance, fixé pour une durée de 5 ans par le Gouvernement, est calculé à partir de la quantité d'électricité produite. L'amendement vise également à accélérer les procédures d'autorisation des nouvelles infrastructures nucléaires, notamment les SMR. Cet amendement introduit enfin un dispositif de "demande d'informations préliminaires" auprès de l'Office de sécurité nucléaire (SÚJB), permettant d'obtenir des clarifications réglementaires concernant le processus de décision en amont de la soumission officielle. *Plus d'information : article [Oenergetice.cz](#) et [Résolution n° 258 de la Commission des affaires économiques, Loi sur l'énergie atomique](#).*

- consommation de gaz

NET4GAS, gestionnaire du réseau de transport gazier tchèque, a complété la première phase de sa consolidation depuis son acquisition par l'État tchèque. L'entreprise a stabilisé sa

situation financière, remporté le premier arbitrage international concernant son différend avec Gazprom Export et dispose de liquidités importantes estimées à 9 000 M CZK (~360 M€). Celles-ci devraient dépasser 400 M€ (10 000 M CZK) à la fin de l'année. *Plus d'information : communiqué du [MPO](#).*

Le 13 septembre 2024, NET4GAS, récemment nationalisé, a remporté un arbitrage contre Gazprom à Prague concernant le non-paiement de ses services de transport. Le litige découle de l'arrêt des flux de gaz russe après la destruction du gazoduc Nord Stream I, entraînant des pertes pour NET4GAS de plus de 40 M€. Gazprom a saisi de son côté la justice russe qui lui a donné raison. NET4GAS explore désormais les moyens de recouvrer les sommes dues. *Plus d'information : [Natural gas world](#)*

- énergie éolienne

Les citoyens de Strmilov en Bohême-du-Sud, se prononceront le 17 novembre 2024 par référendum sur la construction de cinq éoliennes de plus de 200 m de hauteur par Jipocar Power, société tchèque spécialisée dans le secteur énergétique. Ce vote organisé par le conseil municipal fait suite à une pétition de 1 181 signatures, dont 429 issus de Strmilov (sur 1400 habitants). Le projet de construction de trois éoliennes, pourtant déjà approuvé par le conseil municipal de la ville, opéré par la société tchèque meridian Nová Energie, pourraient être affectés par ce référendum. Une audience publique se tiendra fin octobre pour en débattre. *Plus d'information : [article Oenergetice.cz](#) (1).*

- biomasse et biogaz

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé son 1^{er} appel d'offres de 2024 concernant le soutien à l'électricité issue de la production combinée de chaleur et d'électricité à haut rendement. Cet appel d'offres, qui concerne les installations de plus de 1 MW, vise à soutenir les projets utilisant la biomasse, le biogaz, le gaz de mine et *in fine* à reconverter les installations fonctionnant au gaz naturel. Plus d'information : communiqués du MPO (1,2).

Ško-Energo a lancé son projet de reconversion énergétique de sa centrale de chauffage de Mladá Boleslav pour un montant de 4 500 M CZK (~180 M€), dont 50 % des coûts seront pris en charge par le Fonds de modernisation. La centrale alimente les installations industrielles de Škoda Auto et plus de 14000 foyers. Cette transformation, prévue d'ici fin 2027, permettra à la centrale de passer à une production thermique 100 % biomasse, intégrant 70 % de copeaux de bois et 30 % de phyto-granulés issus de cultures dédiées.

Sobriété

- efficacité énergétique

Le 11 septembre, le gouvernement tchèque a approuvé un mémorandum concernant la construction d'une canalisation d'eau chaude reliant la centrale nucléaire de Dukovany à Brno. La construction, dont le coût est estimé à 19 Mds CZK (~760 M€), débutera en 2027 et permettra de fournir de la chaleur à Brno à partir de 2031. Teplárny Brno, principal investisseur, espère obtenir jusqu'à 10 Mds CZK (~400 M€) de subventions européennes. La canalisation de 42 km permettra de réduire la dépendance de Brno au gaz importé et ses émissions de CO₂ de 230 kt/an. ČEZ investira 3 Mds CZK (~120 M€) pour la construction d'une station d'échangeur de chaleur à Dukovany. Plus d'information : [article Oenergetice.cz](#)

L'entreprise Brněnské vodárny a kanalizace, spécialisée dans la gestion de l'eau, a lancé un projet d'efficacité énergétique majeur de 3,5 Mds CZK (~140 M€) pour moderniser la station d'épuration de Brno-Modřice, qui dessert 435000 habitants. Ce projet valorisera le biogaz issu des boues résiduelles pour la cogénération d'électricité et de chaleur, tout en réduisant leur volume de 60 % en vue de leur réutilisation dans le processus de fabrication de ciment. Le Fonds national pour l'environnement et le Programme opérationnel Environnement contribuent à hauteur de 88 M CZK (~3,5 M€). *Plus d'information : communiqué de [BVK](#).*

- gestion des déchets

Le Ministère de l'Environnement tchèque propose de transférer, d'ici 2025, la responsabilité du recyclage des prospectus aux expéditeurs via une taxe dédiée, réduisant ainsi la distribution de masse et les coûts supportés par les municipalités. Actuellement, ces dernières prennent en

charge le recyclage de 4 Mds de tracts annuel (20 kt). Près de 60 % de la population soutient cette réforme, appuyée par l'Union des villes. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

Transport et infrastructures

Financement des infrastructures 2025 : le PLF 2025 prévoit pour l'autorité de financement des projets d'infrastructures du Ministère des transports (SFDI) un budget historique de 160,3 Mds CZK (~6,4 Mds€), en hausse de 6,5 % par rapport à 2024. La première moitié (80,7 Mds CZK, ~3,2 Mds€) est destinée à la direction des routes et des autoroutes, tandis que le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires disposera d'un budget de 62,7 Mds CZK (~2,5 Mds€).

Lors de la visite en septembre dernier du **président sud-coréen**, **56 accords de coopération** (MoU) ont été signés pour élargir la coopération des deux pays, au-delà de « l'alliance de l'énergie nucléaire », dans plusieurs domaines tels que les batteries, les industries de haute technologie, etc. Concernant le secteur des Transports, le renforcement de la coopération est prévu en matière de **grande vitesse**, de projets **PPP ferroviaires** et de sécurité ferroviaire. Un renforcement des vols directs entre les deux pays, dont une liaison directe dans le segment cargo, est également prévu.

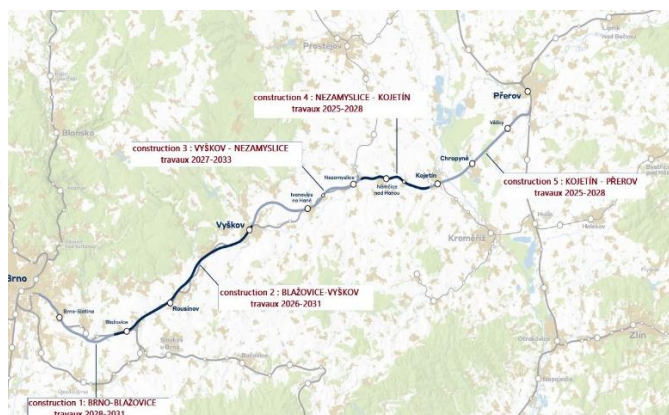
- ferroviaire

Au 1^{er} semestre 2024, le **transport ferroviaire de voyageurs a poursuivi sa croissance** avec 92,1 M de passagers transportés (+ 3 M en g.a.). Ce nombre reste toutefois inférieur de 5 M aux niveaux observés avant la crise Covid. Malgré des investissements records dans la rénovation des infrastructures ferroviaires, **la préférence est donnée au transport par bus** qui enregistre une hausse de 3 % par rapport au S1 2019.

Hausse des tarifs de ČESKE DRAHY: l'opérateur national a annoncé une nouvelle augmentation de 4,9 % de ses tarifs à compter du 15 décembre 2024, après celles de +9,5 % en 2023 et de + 15 % en 2022. Au cours du 1^{er} semestre 2024, l'opérateur a transporté 82 M de passagers, en hausse de 3,1 % sur un an.

Trains chinois : L'opérateur privé RegioJet a conclu avec la société chinoise CRRC un contrat de location de trois trains électriques « Sirius » pour une période de 5 ans à compter du 15 décembre 2024. Des opérations d'essai de transport de passagers sont actuellement menées en vue d'homologuer ces trains. Ceux-ci, commandés initialement en 2016 par l'opérateur concurrent Leo Express, qui avait dénoncé le contrat en 2022 pour des problèmes d'homologation, seront déployés sur la ligne R23 (Kolín – Ústí n. L.) que RegioJet exploite au titre d'un contrat de service public.

LGV en PPP : Le conseil des ministres a approuvé le modèle de **partenariat public-privé pour la construction des trois LGV** en Moravie d'une longueur totale de 200 km pour 179 Mds CZK (~7,1 Mds€): (i) la LGV Moravská brána (91 km, 3,8 Mds€), (ii) la LGV Moravie du Sud (Jižní Morava, 39 km, 0,92 Mds€) et (iii) la ligne de connexion rapide en Moravie centrale (Střední Morava 75 km, 2,4 Mds€). S'agissant de cette dernière, 50 km des 75 km seront construits dans le cadre d'un PPP et le concessionnaire assurera la maintenance sur l'ensemble de la ligne.



Concernant la ligne « Střední Morava » entre Brno et Přerov, la construction a été divisée en 5 tronçons et permettra aux trains d'atteindre la vitesse de 200 km/h. Le gestionnaire

d'infrastructures ferroviaires, Správa železnic, a lancé un premier appel d'offres d'une valeur de 7,28 Mds CZK (~290 M€) pour la construction du tronçon n°4 de 9,5 km entre Nezamyslice et Kojetín, les travaux étant prévus de juin 2025 à décembre 2028. Pour le tronçon n°5 (Kojetín-Přerov - 17 km), l'AO sera lancé cet automne. Les tronçons 4 et 5 seront ainsi financés par le fonds pour les infrastructures de l'État, quand les tronçons 1, 2 et 3, totalisant 50 km (Brno-Blažovice, Blažovice-Vyškov, Vyškov-Nezamyslice), devraient eux être construits via des PPP.

- routier

Nouvelle hausse des péages : Le ministre des Transports, Martin Kupka, a annoncé une hausse des péages de 5 % à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les véhicules pesant plus de 3,5 t. La hausse ne s'appliquera ni aux autocars (M2 et M3), ni aux véhicules électriques, ni aux véhicules fonctionnant à l'hydrogène. Cette deuxième augmentation du taux de péage, après celle de 15 % entrée en vigueur le 1^{er} mars 2024, permet de tenir compte des émissions de CO₂ générées par les véhicules empruntant les routes à péages. Enfin, la vignette autoroutière annuelle sera augmentée au 1^{er} janvier de 100 CZK pour atteindre : 2 440 CZK (~97,4 €), cette augmentation est liée à l'inflation et à l'ouverture de nouvelles portions d'autoroute.

Fonds européens

La Tchéquie a soumis sa troisième demande de paiement dans le cadre du Plan national de relance (PNRR), sollicitant **42,7 Mds CZK (1,7 Md€)** de subventions et **4,8 Mds CZK (190 M€)** de prêts. Cette demande repose sur la réalisation de 63 jalons pour les subventions et 2 jalons pour les prêts, couvrant des réformes et des investissements dans les énergies renouvelables, la modernisation des infrastructures, la numérisation, l'éducation et la santé. Si la demande est approuvée, la Commission européenne disposera de deux mois pour débloquer les fonds. *Plus d'information : communiqué du [MPO, Commission Européenne](#)*

Le gouvernement tchèque a approuvé le **budget 2025 du Fonds national pour l'environnement**, qui disposera de 45,5 Mds CZK (~1,82 Md€), **dont 80 % financés par le Fonds de modernisation de l'UE**. Ce fonds est dédié à la modernisation énergétique, à la construction de nouvelles installations d'énergie renouvelables et à la rénovation du parc immobilier. *Plus d'information : communiqué du [MŽP](#).*

Biodiversité

Le **Forum sur le Développement Durable**, organisé le 19 septembre à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Charles à Prague, a rassemblé une centaine de participants issus des milieux académique, économique et public autour du thème « **Transformer des politiques vertes, équitables et inévitables** ». Le vice-ministre de l'Environnement, Pavel Janda, a souligné l'importance de coordonner les politiques écologiques avec les aspects sociaux. Romina Boarini, directrice du Centre pour la qualité de vie de l'OCDE, a salué les progrès de la Tchéquie dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD), tout en soulignant la nécessité de réduire les inégalités et soutenir les régions vulnérables.

- eau

Selon le "**Rapport Bleu**" publié par les Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, la consommation d'eau des Tchèques a diminué en 2023, atteignant en moyenne **86,7 litres par jour (-2,7 l par rapport à 2022)**. Près de **94,5 %** de la population (10,3 M d'habitants) a été desservie en eau potable, avec une **couverture totale à Prague** et dans la région de **Karlovy Vary**, contre **85,6 %** dans la région de **Plzeň**.

En 2023, le gouvernement tchèque a investi 11 Mds CZK (~ 440 M€) dans la gestion de l'eau, répartis entre le Ministère de l'Agriculture (3,5 Mds CZK / ~140 M€ pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la lutte contre les inondations et la protection contre l'érosion), le Ministère de l'Environnement (7 Mds CZK / ~280 M€ pour des projets de rétention d'eau et de restauration de zones humides) et le Ministère des Transports (0,5 Md CZK / 20 M€). Le Rapport Bleu a recensé **244 projets soutenant la lutte contre les inondations et l'érosion** totalisant 436,5 Mds CZK (~ 17,5 M€), ayant notamment permis l'extension des réseaux d'approvisionnement en eau et d'égouts (+421 km et +799 km respectivement). D'ici 2027, **1,8 Md CZK (~72 M€)** auront été mobilisés au titre de la gestion des eaux pluviales, et près de **5 Mds CZK (~ 200 M€)** au titre de la restauration des plans d'eau, des forêts et des espaces verts urbains. *Plus d'information : communiqué du [MŽP](#) ; [Rapport bleu 2023](#).*

Le 6 septembre, un mémorandum signé par les Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, la région d'Olomouc et les autorités locales, initie le **premier projet de renaturation fluviale à grande échelle en Tchéquie**. Ce projet doit permettre de **restaurer l'écosystème de la rivière Bečva**, d'augmenter la rétention des eaux et de réduire les risques d'inondation de la région. Il combine des solutions naturelles (réaménagement du lit de la rivière, restauration de zones humides), des infrastructures techniques (barrage sec à Skalička) et vise à protéger près de **100 k habitants**. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

- faune

Les stations de sauvetage ont reçu **869 animaux** dès les premiers jours des inondations, principalement des oiseaux et mammifères insectivores comme les hirondelles et les hérissons. Le **Réseau national des stations de sauvetage**, soutenu par le Ministère de l'Environnement avec un budget annuel de **25 M CZK (~1 M€)**, coordonne **34 stations** à travers le pays pour soigner plus de **30000 animaux chaque année**, dont la moitié sont relâchés dans la nature. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

La **Tchéquie** et la **Saxe** ont signé un **mémorandum** pour protéger le **tétras-lyre**, l'un des oiseaux les plus menacés de la région. Ce partenariat transfrontalier se concentrera sur la restauration des tourbières et la gestion des forêts des Monts Métallifères. Un groupe de travail coordonnera la régulation des prédateurs et l'ajustement des itinéraires touristiques pour préserver l'habitat critique de cette espèce en déclin. *Plus d'information : communiqué du [MZP](#).*

La **Semaine du tueur de verre** qui s'est tenue du 23 au 29 septembre, a été organisée par la **Société tchèque d'ornithologie (CSO)** et l'association **FLAP Canada**. **Un million d'oiseaux meurent chaque année dans le pays en percutant des surfaces vitrées**. Cet événement visait à cartographier les bâtiments dangereux pour les oiseaux en Tchéquie et à encourager le public à signaler les lieux de collision pour réduire ces décès et permettre à la **CSO** de négocier des mesures préventives. *Plus d'information : [article EnviWeb](#), site de la [CSO](#), [vidéo explicative](#)*

SLOVAQUIE

Énergie

Du 28 septembre au 1^{er} octobre, le Premier ministre Robert Fico, la vice-Première ministre et ministre de l'Économie Denisa Sakova et le secrétaire d'État au Ministère des Affaires étrangères et européennes Rastislav Chovanec se sont rendus en **Corée du Sud**. Avec le président coréen a été signé un **mémorandum de coopération relatif à l'énergie** qui comprend en particulier les ressources sans émission de carbone : nucléaire, énergies renouvelables et hydrogène. Pour mémoire, la Slovaquie envisage la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, projet dont les détails techniques et financiers devraient être dévoilés fin octobre.

Début septembre, la raffinerie Slovnaft a progressivement arrêté sa production pétrochimique afin de procéder à la modernisation de ses technologies. Par ce biais, la raffinerie veut baisser l'intensité énergétique de sa production, augmenter la fiabilité de ses installations et prolonger leur durée de fonctionnement. Ces travaux concernent notamment l'unité d'éthylène. La production devrait reprendre mi-novembre. Les investissements s'élèvent à 100 M€ et font partie d'un paquet d'investissements de 330 M€. En outre, dans le cadre des mesures de consolidation budgétaire, la raffinerie Slovnaft sera assujettie à un nouveau prélèvement qui devrait apporter aux finances publiques 36 M€.

- électricité

Selon les données de la société publique chargée du réseau de transmission électrique, SEPS, **la consommation d'électricité** a atteint 26 539 GWh en 2023, **en baisse de 6,3 % en g.a.** Selon SEPS, Cette baisse **provient de l'arrêt de production d'aluminium** en fin d'année 2022. En ce qui concerne la production, elle s'est établie à 29 961 GWh, en hausse de 11,3 % en g.a. Cette croissance de la production résulte du raccordement au réseau du troisième bloc nucléaire à Mochovce (puissance installée de 471 MW). La production a dépassé la consommation de 3 422 GWh, devenant ainsi excédentaire pour la première fois depuis 2006.

En termes de production, **les centrales nucléaires ont fourni 18 344 GWh, soit + 15,2 % en g.a.** La part du nucléaire a atteint 61,2 %, + 2,1 pp par rapport à 2022. Les centrales hydroélectriques

ont fourni 5 094 GWh, soit +27,6 % en g.a, ce qui reflète de bonnes conditions hydrauliques, et 17% (+2,2 pp) de la production totale d'électricité. Les centrales à combustibles fossiles ont produit 4 409 GWh, en diminution de 7,5 %. Leur part dans le mix a reculé de 3 pp pour atteindre 14,7 %. Les énergies renouvelables ont produit 2 002 GWh, soit -5,8 % en g.a. Leur part dans le mix a reculé à 6,7 % après 7,9 % en 2022 (-1,2 pp).

Les **producteurs d'électricité** ont connu une année particulière en 2023. En effet, **le profit net a atteint 940 M€ après une perte de 97 M€ en 2022**. Concernant le chiffre d'affaires, il est resté pratiquement inchangé à hauteur de 6 Mds€. **Le principal producteur d'électricité, Slovenske elektrarne, a réalisé un bénéfice de 558 M€, en hausse de 357,3 %** même si son chiffre d'affaires, à hauteur de 4,8 Mds€, a reculé de 3,6 %.

Mi-septembre, le Ministère de l'Économie a soutenu à hauteur de 100 M€ quatre projets de **modernisation des réseaux de transmission et de distribution**. La société publique chargée du réseau électrique slovaque, SEPS, devrait bénéficier de 45 M€ dédiés à un projet de renforcement de la capacité de transformation entre le réseau de transmission et de distribution, ainsi que de 38,5 M€ pour la modernisation des lignes. La société de distribution d'électricité à l'est du pays, VSD, a obtenu 14 M€ pour la modernisation des réseaux régionaux de distribution. Enfin, l'Organisateur du marché de court terme de l'électricité, OKTE, devrait recevoir 3,2 M€ pour la construction d'un nouveau centre de données énergétiques. Ce soutien financier provient du Plan de relance et de résilience.

-gaz

Le 1^{er} octobre, les sociétés chargées du transport de gaz en Slovaquie et en Hongrie, Eustream et FGSZ, ont annoncé la hausse d'un tiers de la capacité de transport de gaz en direction de la Slovaquie. Ainsi, la capacité augmenterait de 76,3 GWh / jour à 101,8 GWh / jour et cela jusqu'au 31 mars 2025.

Les entreprises actives dans la production, la vente et la distribution de gaz ont connu une très bonne année 2023. Le chiffre d'affaires des dix premiers acteurs a atteint 4,95 Mds€ (+1,2 % en g.a) avec un **profit net à hauteur de 441 M€ soit + 160,6 %**. La principale société de gaz, la société publique SPP, domine le marché avec un chiffre d'affaires de 3,9 Mds€ en 2023 et un profit de 290 M€, abondé principalement par un dividende de SPP Infrastructure, non payé en 2022.

- nucléaire

Selon l'enquête réalisée par le cabinet ResSolution Groupe au mois de juin, les Slovaques sont ouverts à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire. 32,8 % des sondés sont tout à fait d'accord et 29,8 % plutôt d'accord. Il n'y a que 5,4 % des sondés qui ne sont plutôt pas d'accord et 3,8 % pas du tout d'accord. Le soutien est encore plus prononcé à l'ouest du pays où devrait être située la nouvelle centrale avec 36 % tout à fait d'accord et 32 % plutôt d'accord.

Le secrétaire d'État au Ministère de l'Économie chargé de l'énergie, Kamil Šaško, a participé à plusieurs réunions internationales dans le domaine nucléaire. Il s'est rendu en France pour y représenter la Slovaquie lors de la conférence « [Roadmaps to New Nuclear](#) » qui s'est tenue les 19 et 20 septembre au siège de l'**OCDE**.

Le secrétaire d'État a également participé au **forum européen sur l'énergie nucléaire ENEF** qui se tient alternativement à Prague et Bratislava. La 17^{ème} édition s'est tenue à Prague les 30 septembre et 1^{er} octobre. La Slovaquie y était représentée également par le vice-Premier ministre pour le plan de relance Peter Kmec. Le Premier ministre s'est adressé à l'audience par visioconférence, rappelant l'importance de l'énergie nucléaire dans **la sécurité et la stabilité énergétique** ainsi que sa contribution à la **décarbonation**.

Début octobre, la dixième réunion de la Commission intergouvernementale pour la coopération économique, scientifique et technique entre la Slovaquie et le Kazakhstan s'est tenue à Astana. La coopération dans le secteur nucléaire était l'un des principaux sujets de cette rencontre. Selon le communiqué du Ministère, la Slovaquie a présenté une offre de projets focalisés sur la construction et l'opération des centrales nucléaires ainsi que sur la construction des infrastructures techniques pour l'industrie nucléaire. Les entreprises JAVYS (publique) et VUJE (privée) ont présenté des projets concrets de coopération dans le domaine de la sûreté nucléaire et de la décontamination.

- énergies renouvelables

Début septembre, la principale société de gaz, SPP, a lancé en opération sa plus grande centrale photovoltaïque située à Michalovce à l'est du pays. Elle comprend 1 535 panneaux photovoltaïques qui devraient produire 720 MWh d'électricité par an. Selon la SPP, la centrale devrait permettre une baisse d'émissions de 200 t CO₂/an. Par ailleurs, d'ici la fin de l'année, SPP devrait lancer l'opération de 21 installations photovoltaïques sur les toits des écoles. SPP planifie d'élargir ce programme à d'autres écoles en 2025.

Transport

- routier

Dans le cadre de la consolidation budgétaire, de nombreuses mesures concernant les transports ont été prises. La hausse du péage pour les poids lourds (impact positif sur les finances publiques de 100 M€) sera compensée par une baisse de la taxe routière sur les poids lourds (-32 M€). Sont également annoncées l'augmentation de la taxe sur les véhicules personnels des entrepreneurs (+27 M€) et l'augmentation de la vignette autoroutière annuelle (45 M€), cette dernière devrait augmenter de 60€ à 90€ à partir de l'année prochaine.

L'entreprise slovaque SkyToll et l'entreprise TollNet, toutes deux du groupe tchèque PPF, ont remporté le contrat sur l'introduction du péage électronique en Croatie. Le contrat a été signé fin septembre. Le consortium doit introduire ce système d'ici deux ans et il devrait s'appliquer tant aux poids lourds qu'aux véhicules particuliers. Le montant de ce contrat s'élève à 80 M€.

- ferroviaire

Le 26 septembre, le Ministère des Transports a lancé un appel d'offres pour le compte du gestionnaire des réseaux ferroviaires, ZSR, à hauteur de 439 M€ dont 373 M€ en provenance des fonds européens 2021-2027. L'appel vise la modernisation du tronçon Poprad – Vydrník au nord du pays (13 km) qui fait partie du corridor européen V. Pour en savoir plus : [Poprad – Vydrník | ITMS21+ Verejná časť](#)

- fluvial

Le 2 octobre, le gouvernement a inscrit la **reconstruction du port de Bratislava sur le Danube parmi les investissements stratégiques**, ce qui devrait accélérer les différentes procédures. Le projet prévoit la construction d'un nouveau port en aval du Danube. Par la suite, cela permettra de modifier le plan d'aménagement territorial du port actuel pour le transformer en zone résidentielle, étant donné qu'il s'agit de terrains très convoités à proximité du nouveau centre administratif et commercial de la capitale. Selon le ministre des Transport, il devrait s'agir de l'un des plus grands et plus modernes ports de Bratislava. Les investissements sur un terrain de 100 ha devraient coûter 178 M€. Le Ministère prévoit le début des travaux en mars 2025 sur une durée estimée de 5 ans.

Environnement

D'ici 2030, la mairie de Bratislava veut diminuer ses émissions de gaz à effet de serre de 25 %. Le Bureau climatique de la mairie estime que la ville maîtrise directement seulement 11 % des émissions sur son territoire, ce qui nécessite une forte implication de ses citoyens et des entreprises. En effet, comme le rappelle le bureau, depuis 2005, les émissions ont baissé d'un tiers en raison des investissements des particuliers et entreprises dans l'isolation thermique. Dans l'avenir, la baisse devrait se réaliser par la modernisation des bâtiments et l'installation de ressources renouvelables. Sont également anticipés des investissements dans la décarbonation progressive du chauffage urbain, responsable de 40 % des émissions.

En 2022, les déchets issus des aliments s'élevaient à 574 824 t soit 106 kg/habitant, taux bien inférieur à la moyenne européenne de 132 kg/habitant. Le total des activités des ménages représentait 354 760 t (61,7 % du total) soit 65 kg/habitant, suivi par les industries alimentaires (26 kg/habitant), la production primaire de produits alimentaires (7 kg/habitant) et le commerce de détail et autres formes de distribution des denrées alimentaires (6 kg/habitant).

LITUANIE

Énergie

Le gouvernement a approuvé la version finale du Plan National Energie Climat pour la période 2021-2030. Ce plan actualisé, qui répond à une demande de l'UE, fixe les objectifs et les mesures que la Lituanie devra mettre en œuvre d'ici 2030 et représente un investissement de 31 Mds€ de fonds publics et privés. Ce plan a pour objectif de réduire, d'ici 2030, les émissions de GES de 21 % par rapport à 2005 ; il vise la transformation du secteur énergétique en fournissant une électricité renouvelable à tout le pays. Le plan prévoit également le développement de technologies propres comme l'hydrogène vert et la capture du carbone.

-infrastructure énergétique

Le gouvernement a approuvé les amendements renforçant la législation sur la cybersécurité des infrastructures énergétiques dont la capacité dépasse 100 kW. « *Le renforcement des systèmes de contrôle et de la cybersécurité fait partie intégrante de la sécurité physique du réseau électrique* » a déclaré le ministre de l'Énergie. La nouvelle législation vise à éliminer la capacité de tout acteur étatique menaçant de contrôler à distance les paramètres des centrales électriques ou des batteries, ou de mettre en marche ou d'arrêter ces installations. Les équipements déjà installés ne devront pas être retirés, mais les exploitants des parcs devront renforcer la sécurité informatique autour de ces installations.

La Commission européenne financera un projet de réforme proposé par la Lituanie pour accélérer sa transformation industrielle verte. Ce financement s'inscrit dans le cadre plus large du mécanisme d'assistance technique de l'UE, qui soutient les réformes des États membres dans divers domaines prioritaires. La réforme vise à garantir un accès durable aux matières premières, à améliorer la compétitivité des industries lituaniennes et à accélérer la transition vers une économie neutre en carbone. Le projet de réforme prévoit de simplifier les procédures afin de faciliter la mise en œuvre de la transformation verte de l'industrie lituanienne. Les fonds alloués seront utilisés par une équipe d'experts de l'OCDE et de la DG REFORM de l'UE pour évaluer le cadre juridique et réglementaire de la Lituanie et proposer des mesures de soutien public plus efficaces.

-énergies renouvelables

Litgrid, le gestionnaire du réseau lituanien de transport d'électricité, a raccordé un parc éolien de 105,4 MW situé dans le district de Kelme, développé par Ignitis Renewables et qui devrait produire suffisamment d'électricité pour alimenter 250 000 foyers. Le parc est actuellement en construction en deux phases, avec une capacité totale de 300 MW. La première phase est achevée et les travaux de la deuxième phase, permettant de raccorder 195,4 MW supplémentaires, sont en cours. Une fois terminé, le parc éolien de Kelme entrera en service en 2025. Avec la première tranche de ce parc éolien, la capacité totale des centrales solaires et éoliennes en Lituanie atteint plus de 3,25 GW, ce qui représente plus de la moitié de la capacité totale de production d'électricité du pays.

Les prix des biocarburants, dont la plupart utilisent des résidus de coupes forestières, demeurent actuellement bas (19,52€/MWh pour les contrats à court terme, et 21€/MWh pour ceux à long terme), ce qui devrait maintenir le prix moyen du chauffage urbain proche de celui de l'année précédente. L'offre croissante de biocarburants sur le marché, la concurrence entre les fournisseurs et l'utilisation des résidus forestiers dans la production de chaleur ont entraîné une baisse des prix pour la population. Les sociétés d'approvisionnement en chauffage ont déjà acheté 32 % du biocarburant nécessaire pour la prochaine saison de chauffage. En 2023, 86 % des transactions de biocarburants étaient durables en Lituanie.

Environnement

Le Ministère de l'économie et de l'innovation a alloué 7,6 M€ à près d'une vingtaine d'entreprises industrielles lituaniennes qui prévoient de développer des technologies innovantes et respectueuses de l'environnement dans le domaine du recyclage des déchets. Ces projets visent à maximiser l'utilisation des déchets industriels produits et éliminés par les entreprises industrielles et l'industrie chimique. Une fois recyclés, ces déchets devraient servir dans des domaines aussi variés que la construction, le revêtement routier, les emballages ou

les produits de consommation. L'un des projets souhaite en particulier développer un système de neutralisation et de blindage des tuyaux en acier inoxydable utilisés dans les centrales nucléaires.

Le ministre de l'Environnement a approuvé des amendements aux règles de gestion des emballages et des déchets d'emballages. Ces amendements simplifieront la comptabilisation des emballages réutilisables et à usage unique pour les producteurs et les importateurs. Les nouvelles règles exigent que la composition des emballages soit déclarée en pourcentage des matériaux utilisés. De plus, les emballages réutilisables fournis pour la première fois sur le marché lituanien devront être enregistrés, tout comme les données sur la quantité de sacs en plastique fournis sur le marché. Ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2025 afin que les acteurs économiques aient le temps de se préparer. Les règles révisent également les exigences pour le rapport annuel de comptabilité des emballages. Les producteurs et importateurs de produits en plastique à usage unique remplis de produits alimentaires et de boissons devront fournir des informations sur la quantité de plastique recyclé contenu dans les bouteilles en plastique.

Transport

-aéronautique :

La stratégie opérationnelle actualisée des aéroports lituaniens (LTOU) à horizon 2028 a été officiellement présentée fin septembre. Elle repose principalement sur deux objectifs : la promotion du développement de partenariats durables et la contribution de l'écosystème aéroportuaire à l'économie – notamment grâce à la mise en service du nouveau terminal de départs de l'aéroport de Vilnius, qui doit permettre de doubler le nombre de passagers transitant par cet aéroport. Selon le directeur général de LTOU, les prochaines années seront axées sur la transformation numérique, qui englobera l'expérience des passagers, et une gestion plus efficace de l'organisation.

-ferroviaire :

Le projet Rail Baltica en Lituanie se poursuit avec la construction d'un nouveau tronçon de 17,1 km. LTG Infra, la société responsable de la coordination du projet, a signé un contrat avec la société tchèque Eurovia CZ et son partenaire Eurovia Lietuva AB (filiale locale de VINCI construction) pour réaliser les travaux. Le coût du projet s'élève à près de 98 M€. Cette extension permettra de relier Panevėžys aux 29 km de construction déjà en cours sur le tronçon Šėta-Ramygala. Au total, 65,2 km du projet seront en construction début 2025, avec d'autres tronçons en phase finale de passation de marchés.

Le Ministère des Finances a signé un accord avec la Banque nordique d'investissement (NIB) pour garantir un prêt de 100 M€ à LTG Link afin d'acheter, d'ici 2026-27, des trains électriques. La BEI accordera également un prêt de 100 M€ pour cet achat, avec une garantie de l'État, tandis que 36 M€ supplémentaires devraient être alloués par LTG Link. Ce financement permettra de remplacer les trains diesel non conformes par des trains respectueux de l'environnement, contribuant ainsi aux objectifs nationaux et européens du Green Deal. La nouvelle flotte de trains aidera également à rendre le secteur des transports plus écologique et renforcera l'intégration des chemins de fer du pays avec l'Europe. Les deux prêts de 100 M€ devraient être remboursés par LTG Link d'ici 2032.

LETONIE

Énergie

Selon l'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus), à l'heure actuelle **18,6TWh de gaz naturel ont été déjà injectés dans le réservoir souterrain d'Incukalna**, ce qui représente environ 75% de la capacité de stockage de l'installation. La quantité de gaz naturel accumulée dépasse largement les besoins de la Lettonie, qui sont d'environ 8,2 à 9TWh/an. Le gaz naturel est principalement pompé depuis le terminal GNL d'Inko en Finlande, ainsi que depuis le terminal de Klaipėda en Lituanie. Par ailleurs, Conexus poursuit d'importants travaux de modernisation, à la fois pour garantir la sécurité technique et pour relever les défis environnementaux. Un parc de plus de 1 000 panneaux solaires vient d'être installé sur le site et fournira 25 % de l'énergie nécessaire pendant l'été. La modernisation

de 36 puits de forage est également en cours. Conexus continue le développement de quatre sites d'injection du biométhane dans le réseau de gaz naturel existant, dont le premier pourrait être achevé dès l'année prochaine.

L'entreprise énergétique « Latvenergo AS » est devenue propriétaire à 100 % de « Laflora Energy SIA » en vue de construire une centrale éolienne d'une capacité totale de 108,8 MW sur l'ancien site d'extraction de tourbe propriété de « Laflora SIA ». Le parc sera composé de 16 turbines éoliennes (6,8MW chacune) d'une technologie innovante de l'entreprise allemande Nordex. Pour la première fois dans l'histoire du pays, une partie des mats d'éoliennes sera fabriquée localement en Lettonie. Le coût du projet est estimé à 185 M€. Après sa mise en service, prévue pour juin 2026, le parc éolien devrait produire plus de 350 GWh d'électricité par an et alimenter plus de 160 000 foyers. *Plus d'information :* [Deal of Latvian companies to result in state-of-the-art wind power plants - Latvenergo](#)

L'autorité du port franc de Riga et la société lituanienne SNG Solar ont signé un accord portant sur la location d'un terrain de 177 ha dans la zone portuaire pour le développement d'un parc d'énergie solaire d'une capacité de 100MW. Le projet, dont le coût est estimé à 60 à 80 M€, prévoit l'installation de panneaux solaires, la production et le stockage d'électricité solaire renouvelable, ainsi que la production d'hydrogène et de carburants alternatifs. Il est également prévu de construire un raccordement à une ligne de 110 kV et une sous-station à haute et moyenne tension pour les besoins du futur parc industriel et logistique de Spilve. Plus d'information : [One of the largest solar parks in the Baltics to be built in the Port of Riga | Freeport of Riga Authority \(rop.lv\)](#)

Du 16 au 24 septembre 2024, 70 entreprises lettones ont participé à **une mission commerciale aux États-Unis** (Houston, San Francisco et Denver), menée par le Président Edgars Rinkevics et le ministre de l'Économie, Viktors Valainis. Au cours de cette visite, un MoU a été signé entre KBR, l'une des principales entreprises américaines d'ingénierie, et une entreprise de la zone économique spéciale de Liepāja, GI Terminals, portant sur la fourniture de solutions d'ingénierie et d'équipements pour un nouveau site de production de carburant d'aviation durable à partir de CO₂ et d'hydrogène, avec une capacité annuelle de production de 100 000t. La participation de la délégation lettone au salon de l'énergie « Gastech » à Houston a également permis d'entamer plusieurs discussions sur des projets d'investissement potentiels dans le domaine de l'énergie verte en Lettonie. [Largest-ever trade mission to the US concludes with the signing of landmark energy development agreement | Latvijas Investīciju un attīstības aģentūra \(liaa.gov.lv\)](#)

ESTONIE

Énergie

- énergies renouvelables

Mi-septembre, le Ministère du Climat a soumis pour approbation un projet d'amendement à la loi sur l'écorce terrestre et les redevances environnementales, afin de **clarifier les conditions d'utilisation future des ressources minérales**. L'Estonie dispose en effet de ressources minérales précieuses, telles que le magnésium, le minerai de fer, la phosphorite et les terres rares. L'utilisation des futures ressources minérales est étroitement liée aux recherches menées par le Service géologique d'Estonie. L'un de ses objectifs est d'identifier des méthodes efficaces et durables sur le plan environnemental pour valoriser les ressources.

Au-delà de l'objectif environnemental, le gouvernement souhaite que les revenus des exploitations bénéficient davantage aux communautés locales et à l'économie estonienne.

-infrastructure énergétique

La construction d'un parc de batteries de stockage et d'un parc de panneaux photovoltaïques, nés d'un partenariat entre l'entreprise corse Corsica Sole et l'entreprise estonienne Evecon, a été lancée les 2 et 3 octobre en Estonie. Le parc solaire, construit dans le comté de Pärnu, aura une capacité de production de 77,5 MW et se composera de 117 600 panneaux solaires répartis sur près de 110 ha, soit les besoins énergétiques annuels de 35 000 ménages.

Le parc de batteries, situé à Kiisa, au sud de Tallinn, aura une capacité de 200 MW et sera complété par un parc voisin d'ici 2025 (400 MW) – de quoi alimenter plus de 90 000 foyers en électricité.

L'investissement total s'élève à environ 250 M€. Le fonds français Mirova, filiale de Natixis, prend part à cet investissement. Il s'agit du deuxième investissement de Mirova dans un projet de production d'énergies renouvelables en Estonie après un investissement de 220 M€ au capital de l'entreprise Sunly en 2022.

Infrastructures

Le ministre de l'Infrastructure Vladimir Svet (SDE) a déclaré **que le gouvernement estonien allouerait près de 200 M€ issus de la vente de quotas de CO₂ au projet de train à grande vitesse Rail Baltica**. En outre, 75 M€ seront attribués au développement d'un espace de dépôt commun à Rail Baltica et Elron, l'exploitant des trains régionaux, dans la banlieue de Tallinn. L'Estonie devrait tirer environ 500 M€ de la vente de ses quotas de CO₂ au cours des quatre prochaines années. « *Le financement supplémentaire permettra au projet d'aller de l'avant avec les achats qui sont déjà en cours de préparation* », a déclaré le ministre Svet, en ajoutant que l'Estonie « [aurait] encore besoin de 400 à 500 M€ avant 2030 » rien que pour la première phase du projet (ligne directe reliant Tallinn à la Pologne).

Environnement

Le gouvernement estonien souhaite introduire une **nouvelle taxe sur les déchets au sein des municipalités**. D'après le projet de loi, les municipalités auront la possibilité d'imposer une redevance sur les déchets en tant qu'impôt local.

L'Estonie s'est engagée à recycler 50% des déchets municipaux d'ici à 2025. Toutefois, cet objectif semble ambitieux : en 2022, seuls 32% des déchets municipaux étaient recyclés. En neuf ans, aucune évolution n'a été observée.

Agenda

14 octobre 2024	Forum Cleantech France Estonie , à Tallinn
24 octobre 2024	Conférence annuelle Eco-Miasto , à Varsovie
du 21 au 25 octobre 2024	Circular Week 2024 , à Varsovie
23 octobre 2024	European Sustainability Congress 2024 , à Varsovie
29 octobre 2025	5th Polish Bicycle Summit , à Varsovie
30 octobre 2024	Conférence Technologies de chauffage et d'énergie , Bellevue Park - Riga
4-5 novembre 2024	10^{ème} sommet polonais de l'économie OSG 2024 , à Varsovie
7-8 novembre 2024	40^{ème} conférence EURO-OZE Power , à Varsovie
13-14 novembre 2024	Rebuilt Ukraine à Varsovie
20-21 novembre 2024	Offshore Wind Poland Conference , à Varsovie
26-27 novembre 2024	Large Scale Solar Central and Eastern Europe Summit , à Varsovie
2-3 décembre 2024	Central European Energy Conference 2024 à Bratislava
10-12 décembre 2024	V BALTICSEAS Conference : Baltic sea in transition(s), à Tallinn et Kotka
1^{er} juillet 2024 – 31 décembre 2024	<i>Présidence hongroise du conseil de l'UE</i>
1^{er} janvier 2025 – 30 juin 2025	<i>Présidence polonaise du conseil de l'UE</i>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.Economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie
 Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallinn

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr